



Engagement des femmes gabonaises

Un soutien
de poids pour
Ali Bongo

Engagement des femmes gabonaises

Un soutien de poids pour Ali Bongo



Elles ont compris l'enjeu. Des milliers de Gabonaises ont assisté à la réunion de la Coordination des Femmes de la Majorité Républicaine et Sociale pour l'Emergence à l'esplanade de la mosquée Hassan II, le 2 mars dernier. Il s'agissait d'une nouvelle rencontre de soutien formel à la candidature de l'actuel président, à l'élection prévue au second semestre de cette année.

Le mot d'ordre est simple pour les Femmes de la Majorité Républicaine et Sociale pour l'Emergence : la victoire d'Ali Bongo Ondimba. L'autonomisation de la femme gabonaise fai-

sant partie de la stratégie du développement socioéconomique du président candidat, la Coordination des Femmes de la Majorité Républicaine a pris l'initiative de le soutenir à fond dans cette démarche.

C'est justement dans l'optique de cette autonomisation des femmes que la nouvelle législation promue par le Président oblige désormais les instances politiques et administratives à intégrer 30% de femmes dans leurs effectifs respectifs. La femme gabonaise est également devenue un véritable atout dans la réalisation des objectifs des principaux programmes établis par le président pour ne citer que le programme agricole GRAINE et le programme pour l'Egalité des Chances ainsi que le programme relatif à la promotion des Activités Génératrices de Revenus (AGR).

La femme gabonaise est devenue un véritable atout dans la réalisation des objectifs des principaux programmes établis par le président



Sans l'épanouissement de la femme gabonaise, qui constitue pratiquement la moitié de la population, il est en effet difficile de donner la dimension souhaitée au projet social mis en œuvre par le Président depuis plusieurs années. C'est ce qui explique la symbiose des actions des autorités et de celles des groupements féminins à travers le pays. La voix et les voix des Gabonaises dans les urnes, prochainement, comptent énormément pour faire avancer davantage le Gabon.

Présidentielle 2016

Vers une multitude de candidatures

Un candidat de plus à la prochaine élection présidentielle. L'ancien ministre et ancien membre du parti au pouvoir, le PDG, Frédéric Massavala Maboumba, s'est déclaré candidat à la prochaine élection présidentielle. Cela a été plutôt une surprise pour certains observateurs, bien qu'il soit fréquent de voir les politiciens quitter la barque du régime à quelques encablures du scrutin présidentiel pour aller jouer les outsiders.

Frédéric Massavala Maboumba n'en est pas à son premier coup... Il était auparavant membre de l'Alliance démocratique et Républicaine (ADERE), avant de rejoindre le PDG sous Omar Bongo Ondimba. Quelques temps après sa démission, déposée auprès du président du parti notamment, l'homme se lance dans la course à la présidentielle. Dès son départ du PDG, il a toutefois fait comprendre qu'il n'avait pas l'intention de rejoindre le petit panier à crabes de Jean Ping qui peine à trouver ses marques.

A mesure que le temps passe, moult de candidatures sont annoncées. Ce sont des transfuges du parti au pouvoir qui se veulent les plus actifs pour le moment. L'idée consiste, visiblement, à tenter de refaire le coup de Roch Marc Christian Kaboré, élu président en fin 2015 au Burkina Faso, après avoir rompu quelques mois auparavant avec le régime de Blaise Compaoré qu'il a pourtant servi durant des décennies. La recette marchera-t-elle au Gabon ? Rien n'est moins sûr puisque, à l'allure où vont les choses, les opposants auront du mal à parler d'une même voix. Tout a déjà mal commencé. Le seul dénominateur commun entre les leaders politiques de l'opposition étant d'aller vers ce qu'ils appellent l'alternance. Aucun projet de société réaliste et viable n'a été pourtant présenté jusqu'à présent

Aventurisme politique

Une approche qui ne fait pas recette



Cette nouvelle année sera une année charnière pour le Gabon puisque tout le monde sait que de nouvelles élections vont se tenir d'ici quelques mois. Pour sa part, l'annonce de la candidature du président Ali Bongo Ondimba a « précisé » la donne politique. Chacun est actuellement en train de se positionner par rapport à cette évolution de la situation sur le terrain. L'opposition devait agir en conséquence. Du côté de la frêle coalition qui pousse l'ancien président de la Commission de l'Union Africaine, Jean Ping, le réflexe a été de tenter une démonstration de force à travers l'accueil de leur leader à l'aéroport international Léon Mba. Mais la véritable foule n'était pas au rendez-vous. Un échec de plus pour cet ancien baron du régime Omar Bongo qui, selon les analystes, est devenu le chef de file des adeptes de l'aventurisme politique.

Des « aventureux » qui, pour essayer d'exister, chercheraient aujourd'hui à entraîner la population dans les rues de Libreville. Mais tout porte à croire que la majorité des Gabonaises et des Gabonais n'épousent pas du tout cette approche insurrectionnelle. A voir les réactions dans les médias, sur internet ou à travers les séances de micro-trottoir, la plupart de la population du Gabon veut visiblement éviter ce piège qui risque d'annihiler les acquis dans divers domaines (institutionnel, social, économique...) de ces dernières années. Pour le Président Ali Bongo Ondimba, l'heure est à la poursuite des efforts en faveur du bien-être de la population. C'est sur cette question que les acteurs politiques doivent être jugés et l'amélioration notable de la gouvernance politique dans le pays offre aujourd'hui l'opportunité de réunir les conditions nécessaires pour tenir des élections libres, transparentes et apaisées.

DGBFIP

Histoire d'une « révolution »

Dans un passé pas très lointain, trois directions générales s'occupaient des différentes procédures lorsqu'il s'agissait de traiter chaque dossier engageant les finances de l'Etat. Un chef d'entreprise voulant obtenir un marché public devait ainsi décrocher l'aval du Budget, du Contrôle des ressources et des Charges publiques, et des Marchés publics. Ensuite, pour pouvoir être payé, c'était encore le parcours du combattant face aux mêmes structures administratives, avec des expériences de rejet de dossiers qui était incompris sans que personne ne soit jamais responsable... C'est sur ce constat qui avait à la fois terni l'image de l'administration et causé des pertes importantes pour l'Etat que la décision a été prise de procéder à une opération de fusion. L'objectif premier étant de moderniser l'appareil étatique concerné et de faciliter la vie des investisseurs nationaux et internationaux. Bref, une véritable révolution dans un pays où, auparavant, la lourdeur administrative et ses conséquences étaient légendaires.



Cette réforme pour pallier aux faiblesses qui entravaient la bonne exécution des programmes d'investissement et le bon fonctionnement des services publics a ainsi permis aux plus Hautes autorités d'aboutir à la création de la DGBFiP. Le Président Ali Bongo Ondimba, dans sa nouvelle vision pour le Gabon, a estimé en effet qu'il faut une plus grande synergie entre les entités du circuit de la dépense chargées de relayer les instruments induits par la réforme budgétaire ; l'allègement du circuit de la dépense, avec désormais un seul interlocuteur pour le traitement de la dépense publique dans sa phase administrative. Cette dernière qui comprend la signature des conventions et marchés, la certification du service et le contrôle de la dépense.

Actuellement, tout va beaucoup mieux et les réformes

actées par le chef de l'Etat et mises en pratique par le Gouvernement, se sont poursuivies pour améliorer le fonctionnement et l'efficacité des autres structures. En matière de gouvernance budgétaire, par exemple, le DGBFIP peut aujourd'hui mieux se focaliser sur l'adéquation et la cohérence entre la dépense et la capacité réelle de financement de l'Etat. Un principe basé sur la « soutenabilité » qui impose que chaque franc engagé soit effectivement payé. Une démarche de bonne gouvernance qui est indispensable pour assurer le succès du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), la réalisation des projets structurants liés à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2017, ou encore l'achèvement des projets en cours et le maintien du cap social fixé par le Président de la République.

Barrage dans le Ngounié

Un espoir énergisant

Les autorités gabonaises ont affiché une rigueur exemplaire concernant les travaux de construction du barrage hydroélectrique des Chutes de l'Impératrice Eugénie dans la province de Ngounié, dans la partie Sud du Gabon. Actuellement, l'espoir est de nouveau au rendez-vous. Il n'a jamais été question, en fait, d'abandonner les travaux. Car ce joyau du Sud permettra notamment d'alimenter en énergie les principaux pôles industriels et les différentes localités situées sur l'axe comprenant Fougamou, Lambaréné et en partie la capitale, Libreville.

L'enjeu est ainsi de taille. Même si environ 90% de la population gabonaise ont déjà accès à l'électricité du fait d'un taux d'urbanisation important, des efforts doivent être fournis, puisqu'il est aussi question d'appuyer l'industrie en termes d'énergie. Ce projet facilitera ainsi l'approvisionnement en électricité des mines de manganèse et de niobium ainsi que de l'industrie de transformation du bois de la pro-



vince du Moyen-Ogooué. Il faut rappeler que, globalement, trois Africains sur quatre n'ont pas accès à l'électricité. Mais le Gabon fait partie des rares pays qui ont réalisé des résultats remarquables en la matière. L'objectif ne consiste pas uniquement en l'approvisionnement de la population en énergie mais de booster l'industrie locale. C'est dans ces deux optiques que le Plan énergétique national a été élaboré sous la houlette du président Ali Bongo Ondimba.

L'objectif ne consiste pas uniquement en l'approvisionnement de la population en énergie mais de booster l'industrie locale.

S'agissant plus particulièrement du projet de construction de la centrale hydroélectrique des Chutes de l'Impératrice Eugénie, pour l'instant, une partie des travaux a été déjà réalisée, l'étude

de faisabilité et le design définitif ayant été élaborés depuis environ cinq ans. Compte tenu toutefois du ralentissement des travaux attribués à une compagnie privée, un nouvel appel d'offre devait être lancé en 2014. La rigueur dans le traitement du dossier a permis de relancer le projet. Le marché a été réattribué au groupe China Gezhouba Group Company Limited (CGGC) qui avait promis depuis quelques mois d'accélérer la réalisation des travaux

Partenariat pour le développement

260 millions USD pour le BTP et les TIC



dans le domaine de la formation et la création d'emplois pour les jeunes dans les secteurs du BTP et des TIC. L'objectif est d'obtenir des résultats palpables et rapides sur la croissance et sur la réduction du chômage. « Pour répondre aux attentes en matière d'emploi de nos compatriotes, nous devons créer 20 000 emplois par an dans notre pays », a déclaré le Président, précisant que ce n'est pas l'Etat qui va créer ces emplois mais les réformes engagées depuis plusieurs années.

Dans le cadre de la coopération du Gabon avec les institutions de Bretton Woods, une enveloppe d'un montant de 60,1 milliards de FCFA sera destinée à la construction de deux centres professionnels pour le BTP et les TIC, dans la ZERP de Nkok, près de Libreville. Le Premier ministre Daniel Ona Ondo a alors rassuré les partenaires impliqués dans ce projet sur la mise à disposition immédiate du site. Un comité de pilotage veillera à la réalisation du projet. Du côté de la Banque mondiale, on souligne que le programme de diversification de l'économie, initié par le Président Ali Bongo Ondimba, mérite un partenariat fort notamment

Les réformes et la politique de bonne gouvernance de l'administration Ali Bongo Ondimba ont déjà contribué, entre autres, au retour de la confiance des partenaires techniques et financiers du pays. En 2012, les financements du groupe de la Banque mondiale étaient environ 60 millions de dollars. En 2016, le pays peut espérer 200 millions de dollars de plus. Bretton Woods va contribuer à financer à hauteur de 100 millions de dollars la seconde phase du projet d'infrastructures et de développement local du Gabon. Une enveloppe d'appui au développement de 260 millions de dollars va permettre au gouvernement de se consacrer à d'autres secteurs conformément à son Plan stratégique Gabon émergent.

Finances publiques

Le pays a su s'adapter à temps

Ce n'est pas un scoop : la crise pétrolière qui s'enlise contraint le gouvernement à procéder à des réajustements. Le défi pour le pays est la poursuite des réformes afin d'optimiser les finances publiques que ce soit en dépenses ou en recettes. En 2015, cette stratégie a déjà porté ses fruits car même si les prévisions de croissance n'ont pas été atteintes, le gap a été moindre, seulement 0,6%. L'évolution des filières bâtiment, commerce, services, et transports est suivie de près par le gouvernement. Ces secteurs pèsent pour beaucoup dans projections qui tablent cette année sur un taux de croissance minimum de 3,2%. Les ministères

suite page 7

suite page 6

res concernés travaillent par ailleurs pour que la chute du cours du baril ne se traduise pas par des pertes importantes d'emplois dans le secteur pétrolier. Si d'autres pays pétroliers sont véritablement entrés dans une crise économique, l'Etat gabonais a réussi jusqu'ici à maintenir le cap car il a réussi à s'adapter à temps. Il ne vit plus au-dessus de ses moyens et a pu réduire de façon drastique les gabegies.

D'après le FMI, il est important pour le pays de « continuer l'ajustement budgétaire face au choc pétrolier ». A savoir que le Gabon a déjà réduit ses dépenses publiques.

Ce choix courageux du président Ali Bongo Ondimba a été salué par la communauté économique internationale. Cette dernière qui apprécie en outre la décision du chef de l'Etat gabonais de mettre fin aux privilèges historiques qui plombaient les finances de l'Etat. Il a réformé les dépenses publiques et surveille de près les affectations budgétaires et leur réelle utilisation. Le pays continue d'économiser de l'argent par rapport à ses anciennes dépenses et peut continuer à financer son développement et améliorer sa résilience. L'Etat ne veut plus payer ce qu'il ne doit pas. On ne devrait donc plus voir les retards de paiement des prestataires qui ont pénalisé des PME.

Le Fmi a annoncé que le Gabon est en train de faire face « à une poussée de vents contraires ». Le secteur bois et l'agriculture sont parmi les solutions pour soutenir la croissance à court terme. D'importants investissements ont été réalisés dans les cultures de rente, en particulier le palmier à huile et l'arbre d'hévéa qui produit du latex et qui servira comme bois d'œuvre après 30 ans. Le Fonds appelle à « redoubler les efforts en faveur de la diversification économique ». Le Gabon est désormais doté d'un système financier sain reconnaît le FMI. La bataille n'est pas pour autant gagnée. Il faut encore par exemple améliorer le fonctionnement des banques publiques.

MJC Port Gentil

Vitrine de la renaissance de la ville



Salle de fête, espace multimédia, jeux de société et collectifs..., la Maison de la Jeunesse et de la Culture de Port-Gentil a tous les équipements nécessaires pour se divertir, acquérir des connaissances et s'échanger entre jeunes. On peut

dire que ce projet revient de loin car il fait partie de ces éléphants blancs, c'est-à-dire des programmes abandonnés en cours de route lors de l'organisation des fameuses « fêtes tournantes » dans la province de l'Ougoué Maritime vers

la fin des années 2000. Aujourd'hui, la MJC de la capitale économique du pays est devenue une réalité. Et cela grâce notamment à la détermination d'un « enfant du

suite page 8



suite page 6

pays », M. Jean Fidèle Otandault, l'actuel Directeur Général du Budget et des Finances Publiques. Par ailleurs, lors de l'inauguration du « MJC » de Port-Gentil, le Président Ali Bongo Ondimba a tenu à préciser aux responsables qu'il veut que la nouvelle infrastructure soit ouverte au public dans les meilleurs délais. Manière de dire pour le

chef de l'Etat que l'heure n'est plus à la tergiversation pour des raisons parfois troubles.

En tout cas avec la Maison de la Jeunesse et de la Culture, c'est une nouvelle ère qui s'ouvre pour les jeunes de la capitale économique, une véritable vitrine de la renaissance de cette cité pétrolière. Après avoir coupé le ruban symbolique d'inauguration et

dévoilé la plaque murale de l'édifice, le Président n'a pas manqué d'écouter les doléances des jeunes qui ont montré qu'ils ont prêts à aller de l'avant afin de faire de Port-Gentil une ville dynamique et

confiante en son avenir. Ce qui conforte le point de vue présidentiel qui a laissé entendre lors de cette sympathique cérémonie que la jeunesse est le meilleur investissement d'une Nation.

Education

Faire encore mieux

8

cées à travers tout le pays, en passant par une amélioration des conditions de travail des enseignants.

D'une manière générale, le Gabon fait déjà partie des pays du continent africain qui affichent un niveau d'éducation assez impressionnant. Le taux de scolarisation de 90% affiché par le pays est l'un des meilleurs en Afrique Subsaharienne. La gratuité de l'enseignement primaire, obligatoire pour les enfants de 6 à 16 ans, en est a priori la principale raison du succès. Le taux d'alphabétisation d'un peu plus de 88%, pour les individus de plus de quinze ans, confirme cette bonne place.

Ces indicateurs ne constituent toutefois pas un motif de délaissier le secteur au profit d'autres domaines. C'est ainsi que les autorités du Gabon ont projeté la mise en place, au niveau de chaque département du pays, d'éco-

les pré-primaires qui devront aussi être équipées convenablement. Chaque arrondissement doit, en outre, disposer d'écoles primaires. C'est aussi le cas pour les chefs lieu de département et les zones économiques et industrielles qui n'en disposent pas encore.

Sous la houlette de l'actuel Chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, la véritable démocratisation de l'enseignement a été renforcée. Les principaux axes de cette politique de l'éducation pour tous ont été établis dans la stratégie de développement du Gabon à l'horizon de l'année 2025. Une politique qui prévoit une réforme du système éducatif dans son ensemble et une revalorisation de la fonction enseignante, en vue de meilleurs résultats. Car il est également de plus en plus question d'atteindre le standard international dans le domaine. Le niveau des examens a été ainsi, autant que faire se peut, aligné sur ce standard.



Les actions en vue de renforcer le niveau d'étude de l'ensemble de la population gabonaise se poursuit actuellement. Des projets réalistes sont en cours ou à l'étude, allant de la construction d'écoles à la réhabilitation des ly-